



NOTE D'INFORMATION 002/27-06-22

L'Afrique centrale dispose désormais d'un projet de stratégie régionale et d'un plan d'action contre les discours de haine

Kinshasa, 27 juin 2022 – Un projet de stratégie régionale et de plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine dans les supports de communication écrite, audiovisuelle et numérique en Afrique centrale a été adopté à l'issue d'un Forum tenu du 21 au 24 juin 2022 à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC). Au-delà des éléments essentiels justifiant son élaboration, ce document permet de mieux comprendre le sens des concepts, y compris la différence entre les discours de haine et l'incitation à la violence. Le projet met également l'accent sur la nécessité de se conformer aux normes internationales en matière de droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Celle-ci est en effet considérée comme l'un des principaux moyens de lutter contre les discours de haine, à travers notamment des contre-récits, des discours positifs et la promotion d'un espace civique.

Globalement, le projet de stratégie régionale et de plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine propose des outils appropriés pour faire face à ce phénomène de manière collective et coordonnée. Il définit les acteurs chargés de sa mise en œuvre, le dispositif de coordination ainsi que les priorités de la sous-région dans ce domaine. L'ONU a salué l'adoption de ce projet de stratégie et de plan d'action, soulignant qu'il s'agit d'une « importante initiative pour le vivre-ensemble dans les pays de l'Afrique centrale ». Parlant au nom de cette organisation lors de la cérémonie de clôture, M. Abdoul Aziz Thioye, Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, représentant la Cheffe de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), a réitéré la disponibilité de l'ONU à accompagner sa mise en œuvre.

Pour sa part, Madame Nana Manwanina Kiumba, Ministre près le Président de la République, représentante du Chef de l'Etat congolais, a indiqué que la RDC, qui assure actuellement la présidence en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), fera tout ce qui est possible pour inciter les pays de la sous-région à adhérer aux conclusions du Forum. Elle a précisé que, compte tenu de l'importance du projet de stratégie et du plan d'action adopté le 24 juin 2022 à Kinshasa, il est « crucial de mettre en mouvement les mécanismes devant permettre aux Etats membres [de la CEEAC] de l'endosser et de l'intégrer comme outil communautaire de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique centrale ».

Le Forum de Kinshasa a été aussi marqué par l'adoption de deux Déclarations, celle de l'ensemble des participants et celle des représentants des instances de régulation de la communication et des médias d'Afrique centrale. Ces derniers se sont engagés « fermement à contribuer à la poursuite du processus de validation et de mise en œuvre du projet de stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique centrale adopté lors du Forum de Kinshasa ». Dans le même ordre d'idées, ils ont plaidé pour « un accompagnement en vue du lancement d'un Forum annuel des régulateurs sur les questions de paix et sécurité en Afrique centrale afin de contribuer à la recherche des solutions durables aux défis de gouvernance qui interpellent les pays de la sous-région ». A cet égard, ils ont exprimé le vœu de « nouer des partenariats formels et dynamiques avec la CEEAC et toutes les autres organisations régionales et internationales oeuvrant pour la paix et le développement » de l'Afrique centrale.

L'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), le Congo, la RDC, le Gabon et le Tchad étaient représentés au Forum de Kinshasa - qui a mobilisé une centaine de participants, dont des journalistes, blogueurs et autres professionnels de l'information et de la communication ainsi que des régulateurs et auto-régulateurs des médias, des membres de la société civile et des confessions religieuses, des commis de l'Etat et des acteurs socio-politiques, entre autres. Il fait suite à une série de rencontres régionales de sensibilisation, de partage d'expériences et de renforcement des capacités de ces différentes cibles tenues à Douala (26 - 29 octobre 2021) et à Bangui (26 - 29 avril 2022). Il a été organisé par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la CEEAC, en collaboration avec la MONUSCO, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), l'UNESCO, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger (OSAPG) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Contact – Coordination générale du Forum

Norbert N. Ouendji : Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique/UNOCA | +(241) 65 72 23 23 | ouendji@un.org

